

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Haïti/Assises de la
coopération décentralisée
franco-haïtienne - Nations unies**
(Paris, 04 décembre 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait la déclaration et répondu à la question suivante :

1 - Haïti - Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne (Port au Prince, 5-6 décembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian salue l'organisation, à Port-au-Prince les 5 et 6 décembre, des deuxièmes assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne, co-organisées par la fédération nationale des maires haïtiens et «Cités Unies France», avec le soutien du ministère de l'Europe et des affaires étrangères et du ministère haïtien de l'intérieur et des collectivités territoriales. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères accorde une importance prioritaire à notre coopération avec Haïti et les États des Caraïbes, en particulier après les ravages provoqués par l'ouragan Irma.

Ces assises réuniront plus de 500 personnes (collectivités territoriales, représentants des administrations, organisations internationales, associations, secteur privé). Elles auront en particulier pour objectif de dresser un bilan des actions entreprises depuis les dernières assises, qui se sont tenues en 2009.

La coopération entre collectivités territoriales françaises et haïtiennes a commencé au début des années 1990 et s'est considérablement développée après le séisme de 2010. On compte aujourd'hui une vingtaine de partenariats actifs, impliquant 27 collectivités territoriales françaises. Ils concernent 5 principaux domaines d'action : économie durable ; éducation, social et recherche ; environnement, climat et énergie ; gouvernance locale et appui institutionnel ; culture et patrimoine. L'aide des collectivités territoriales françaises en faveur Haïti s'est élevée à plus de 3.000.000 euros en 2016.

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères soutient activement ces actions et cofinance cette année à hauteur de 253.000 euros huit projets de coopération décentralisée franco-haïtienne (dont un projet en faveur de la structuration des politiques publiques pour la jeunesse entre La Rochelle et Port-au-Prince et un projet en matière d'eau et assainissement, d'électricité et de fiscalité locale entre le conseil départemental de Savoie et la ville de Dessalines).

2 - Nations unies

Q - La France va-t-elle ouvrir ses archives sur le crash de l'avion du secrétaire général des Nations unies Dag Hammarskjöld en 1961, comme cela lui a été demandé par les enquêteurs de l'ONU ?

R - La France est attachée à ce que toute la lumière soit faite sur ce drame.

Elle a, à ce titre, coparrainé avec la Suède en 2016 à l'Assemblée générale des Nations unies une résolution relative à l'enquête sur les circonstances de la mort de l'ancien secrétaire général des Nations unies et des personnes qui l'accompagnaient. Nous le ferons à nouveau cette année, en soutenant un texte qui prévoit de demander aux États membres de nommer, à titre national, une personnalité indépendante de haut rang chargée de collecter toutes les éventuelles informations détenues par les différents services.

Les documents de nos archives diplomatiques évoquant la disparition de Dag Hammarskjöld sont accessibles aux journalistes et historiens qui en font la demande. Pour mémoire, les archives du ministère de l'Europe et des affaires étrangères sont communicables conformément aux délais et aux conditions prévus par le code du patrimoine./.